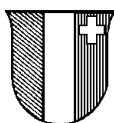


# LOIS ET DECRETS PUBLIES DANS LA FEUILLE OFFICIELLE

Feuille officielle numéro 81, du 20 octobre 2006

Délai référendaire: 29 novembre 2006



## Décret relatif à l'utilisation du fonds destiné aux réformes de structures de l'Etat

---

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu le décret relatif à l'utilisation de la part de la vente d'or excédentaire de la Banque nationale suisse attribuée par la Confédération à l'Etat de Neuchâtel, du 6 décembre 2005;

vu l'affectation de 5,8 millions de francs au fonds destiné aux réformes de structures de l'Etat;

sur la proposition du Conseil d'Etat, du 5 juillet 2006,

*décrète:*

Objectifs

**Art. 1** <sup>1</sup>Le fonds destiné aux réformes de structures de l'Etat (FRSE) sert prioritairement à soutenir:

- a) des projets ou des investissements ponctuels ayant des effets restructurant sur l'administration cantonale;
- b) des mesures d'encadrement général de la réforme de l'Etat;
- c) des mesures d'accompagnement pour le personnel touché par les réorganisations ou les restructurations des unités de l'administration cantonale.

<sup>2</sup>Le personnel nécessaire sous alinéa 1, lettre *b*, est engagé uniquement sous contrat de droit privé pour une durée limitée à celle de la législature.

Modalités  
d'attribution

**Art. 2** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat désigne les projets et les mesures soutenus. Il fixe le montant alloué par le fonds.

<sup>2</sup>Les décisions du Conseil d'Etat entraînant une dépense de plus de 400.000 francs sont soumises à la ratification de la commission de gestion et des finances du Grand Conseil.

<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat informe celle-ci à chacune de ses séances de l'utilisation faite du fonds.

Information **Art. 3** Le Conseil d'Etat informe régulièrement le Grand Conseil de l'utilisation du FRSE.

Validité **Art. 4** <sup>1</sup>La validité du présent décret est limitée au 31 décembre 2009.

<sup>2</sup>A l'échéance du décret, le Grand Conseil décide de l'affectation du solde du FRSE.

Référendum **Art. 5** Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Promulgation et entrée en vigueur **Art. 6** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation et à l'exécution du présent décret.

<sup>2</sup>Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 3 octobre 2006

Au nom du Grand Conseil:

*La présidente,*  
G. Ory

*L'un des secrétaires,*  
O. Haussener